

Premier bilan économique de l'année 2009

Rompant le dynamisme des deux dernières années, la conjoncture économique du département a enregistré une nette inflexion à partir du 4^{ème} trimestre 2008, liée à la fois à des facteurs locaux et à l'environnement international. Après une chute en fin d'année 2008, l'indicateur de climat des affaires est resté à un niveau inférieur à sa moyenne de longue période.

Malgré une évolution des prix favorable, la consommation des ménages est restée déprimée sur l'année 2009, dans un contexte de dégradation du marché du travail. L'investissement des entreprises est resté toutefois relativement porteur du fait du déplacement d'un certain nombre d'investissements des Antilles vers la Guyane, à la suite du mouvement social du début d'année, et grâce au soutien de la commande publique.

La situation des filières traditionnelles est mitigée, alors que le secteur du spatial, et dans une moindre mesure le BTP, conservent leur rôle moteur. Le tourisme, activité à fort potentiel, poursuit sur un trend de croissance. En fin d'année, l'économie guyanaise a été impactée par la fermeture du pont du Larivot et une période d'attente liée aux scrutins statutaires du début d'année 2010.

L'année 2010 s'annonce encore difficile mais la Guyane, département d'outre-mer atypique de par sa situation géographique au sein du continent américain, conserve des facteurs de dynamisme, tels que sa croissance démographique (impliquant des besoins à satisfaire notamment en termes de logements, de biens de consommation), ses richesses naturelles (mise en place d'un schéma minier), son potentiel régional et son tourisme vert.

I – Un maintien difficile des indicateurs économiques

Ralentissement de la hausse des prix

Après une période de hausse soutenue au cours des deux dernières années, le niveau général des prix a fortement décéléré en 2009, comme dans les autres départements d'outre-mer et en métropole. Le glissement annuel s'est établi à 0,8 % en décembre (+0,9% pour la France entière) contre +3,3 % en 2008.

Cette modération s'explique par une plus faible croissance des prix des services¹ et des produits alimentaires² accompagnée d'une stabilisation des prix des produits manufacturés. Les prix de l'énergie enregistrent une baisse moins prononcée sur la période (notamment pour les produits pétroliers : -4,2 % en décembre 2009 sur un an, contre -8,2 % en décembre 2008)³.

Pour la première fois sur la décennie, on a observé un recul de l'indice général des prix pendant quelques mois. La fin de l'année pourrait marquer la fin de cette tendance baissière, avec notamment une augmentation des prix des produits alimentaires.

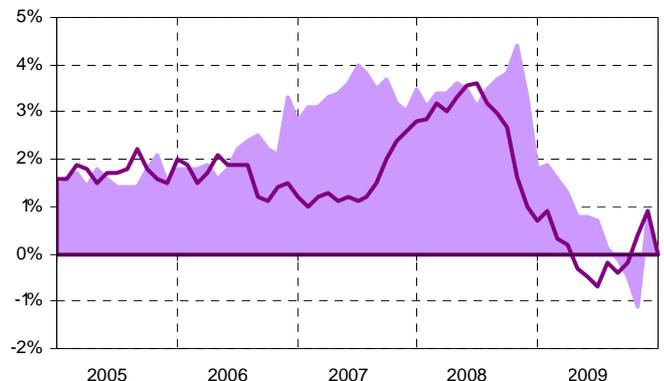
Dégradation sur le marché de l'emploi

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits au Pôle emploi (DEFM A⁴) a connu une progression significative tout au long de l'année. A fin décembre 2009, on dénombrait 14 624 demandeurs, soit plus de 1 870 chômeurs supplémentaires sur un an (+14 % contre +18,4 % pour la France entière, +11,5 % à la Guadeloupe et Îles du Nord, +14 % à la Martinique et +12,8 % pour La Réunion).

Le nombre d'allocataires du RMI (réglés en fin de mois) s'établit à 10 501, en hausse de 3,9 % sur un an.

Prix à la consommation

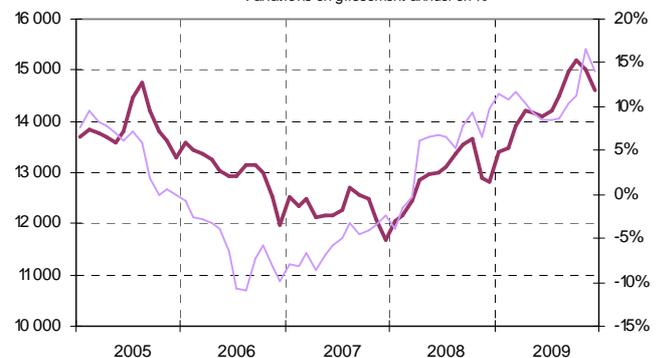
■ Guyane ■ France entière



Source : INSEE (variations en glissement annuel des données mensuelles)

Demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM A)

— Données mensuelles en nombre
— Variations en glissement annuel en %



Source : DDTEFP

¹ +1,3 % en glissement annuel 2009 contre +3,5 % en 2008

² +2,0 % en glissement annuel 2009 contre +9,5 % en 2008.

³ Pour rappel, les produits pétroliers, qui ne contribue qu'à hauteur de 6 % dans la formation de l'indice des prix, ont enregistré une flambée des prix sur l'année 2008, avec des niveaux records au 4^{ème} trimestre ; une décrue s'est amorcée ensuite en décembre 2008 suite à une forte mobilisation de la population. Ainsi les prix des produits pétroliers ont progressé en moyenne de 13 % entre 2007 et 2008 puis ont fortement chuté entre 2008 et 2009 (-21 %).

⁴ Catégorie A : personne sans activité, ayant effectuée des actes positifs de recherche d'emploi ; Catégorie A,B,C (actes positifs de recherche d'emploi et comprenant les personnes en activité réduite).

Baisse de la consommation des ménages

En dépit de la faible hausse des prix, la consommation finale des ménages s'inscrit à des niveaux en deçà de ceux de 2008, pourtant déjà mal orientés en fin d'année.

Les importations de biens de consommation cumulées sur l'année ont reculé de 6,4 % en valeur (contre +4,5 % en 2008). L'ensemble des postes sont concernés : les importations de biens des industries agricoles et alimentaires ont baissé de 10,2 %, celles de biens d'équipement du foyer de 3,9 % et celles des biens habillement et cuir de 8,6 %. Les recettes cumulées d'octroi de mer (ménages et entreprises) ont également décliné de 1,8 % sur un an.

Ces tendances sont confirmées par les résultats de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM sur l'année : les professionnels du commerce et, dans une moindre mesure, des services marchands (au 1^{er} semestre) ont fait état d'un courant d'activité en berne.

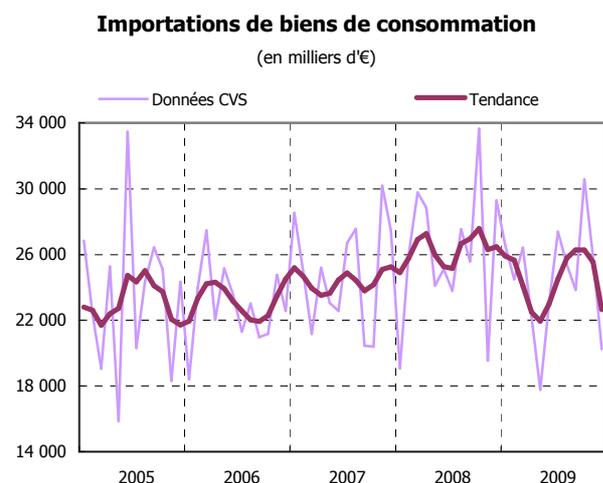
Les encours de crédit à la consommation (principalement destinés à l'achat d'automobiles) sont restés pour leur part relativement stables, marquant un léger repli au 3^{ème} trimestre 2009 (-1 % sur un an).

Légère amélioration de l'investissement des entreprises en fin d'année

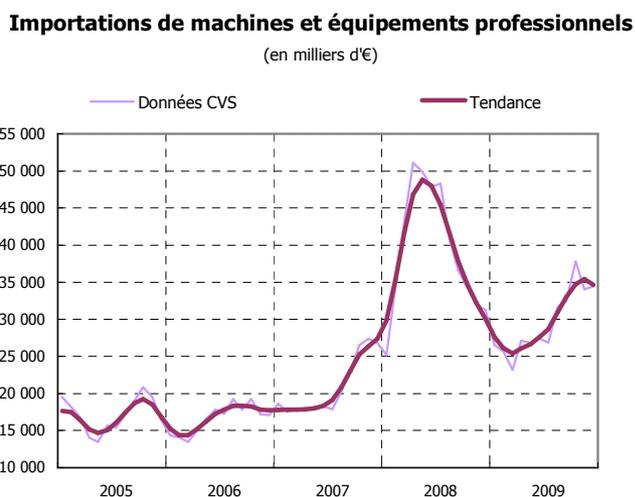
L'investissement des ménages a ralenti. Les crédits à l'habitat, principale composante de l'endettement des ménages, ont enregistré une moindre progression : +12,4 % au 3^{ème} trimestre 2009 sur un an, contre +20 % un an auparavant. Le rythme est tout de même resté soutenu par rapport à celui de la France entière (+4 %).

Après un tassement au 1^{er} semestre, la dégradation de l'investissement des entreprises semble s'atténuer fin 2009, malgré une phase d'attentisme des agents économiques vis-à-vis de l'évolution statutaire du département, singulièrement dans les secteurs du BTP et du commerce. Les perspectives d'investissement s'amélioreraient selon les prévisions de l'enquête de conjoncture, en raison d'un phénomène de concentration des opérations en défiscalisation en fin d'année et de nouveaux investissements réalisés dans le cadre du projet Soyouz. Les investissements publics sont restés soutenus avec notamment la fin des chantiers de construction de lycées, les travaux de rénovation du port de Dégrad-des-cannes, relayés par ceux du pont du Larivot, ou l'agrandissement de l'hôpital de Cayenne. Bien qu'en deçà du niveau de 2008, année particulièrement bien orientée, les importations de machines et d'équipements enregistrent de meilleurs résultats en valeur au regard des années précédentes⁵.

En revanche, la progression de l'encours des crédits à l'investissement octroyés par les établissements de crédit installés localement ou non a été réduite de plus de moitié sur un an (+9,8 % en septembre 2009 contre +23 % en septembre 2008)⁶.



Source : Douanes (Données en trimestres glissants - CVS)



Source : Douanes (Données en trimestres glissants - CVS)

Hausse des exportations et repli significatif des importations⁷

Après une contraction en 2008 et 2007, les exportations ont progressé de 19 % en valeur, à 119,7 millions d'euros. Cette augmentation est en partie liée à celles des sorties de biens d'équipement⁸ (qui ont plus que doublé après une baisse de 24 % en 2008) et des biens de l'industrie automobile (+43 %) non produits localement, qui compensent entre autre la chute des exportations d'or (-29 % sur un an) et de produits agro-alimentaires (-11,4 %).

La mauvaise orientation de l'activité a entraîné un repli de 10,4 % sur l'année des importations en valeur, qui avaient dépassé pour la première fois le milliard d'euros en 2008. Ce sont les importations de biens d'équipement (qui retrouvent leur niveau antérieur après une forte hausse de 40 % en 2008) et de biens destinés à l'industrie automobile (-25,3 %) qui ont connu les baisses les plus marquées, suivi des produits des industries agricoles et alimentaires.

Le déficit de la balance commerciale s'est ainsi réduit de 13,6 % en 2009, à - 825 millions d'euros. Le taux de couverture s'inscrit à 12,7 %, soit + 3,2 points sur un an.

⁵ Les montants importés en 2009 restent supérieurs à ceux de 2007 et 2006 (respectivement plus de 118 millions d'euros contre 87 millions d'euros et 66 millions d'euros).

⁶ Cette évolution est caractérisée par le ralentissement des financements hors zone d'émission, qui représentent près de 40 % des encours de crédits à l'investissement.

⁷ Les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières. Ils ne portent que sur les échanges de marchandises, excluant de ce fait les échanges de services et, par conséquent, les activités de transport spatial qui correspondent à des services rendus aux pays propriétaires des satellites.

⁸ Equipements électriques et électroniques notamment.

Dans un contexte globalement peu porteur, le secteur du spatial est resté le principal moteur de l'économie

L'**activité spatiale**⁹ a été bien orientée, avec 11 charges utiles¹⁰ mises en orbite ainsi qu'un observatoire scientifique (contre 10 en 2008) et 7 tirs d'Ariane 5. En mars, l'ESA (European Space Agency) et le CNES (Centre national des études spatiales) ont signé un contrat de 435 millions d'euros permettant à l'ESA de poursuivre l'utilisation du centre spatial guyanais pour la période 2009-2013. La préparation des infrastructures du site de lancement Soyouz a continué à avoir des effets positifs sur les autres secteurs économiques. Le Centre de Lancement (CDL) Soyouz, les centrales de production d'énergie et de climatisation, le bâtiment d'intégration lanceur et le massif de lancement sont désormais disponibles afin d'intégrer les équipements et le système de lancement russe. Mais un retard d'un an a été pris concernant le pas de tir suite à des problèmes d'intégration du portique mobile. Ce dernier devrait être opérationnel d'ici la fin de l'année 2010.

Alors que la tendance était en demi teinte depuis le début de l'année, le courant d'affaires du **BTP** s'est lourdement dégradé au 2^{ème} semestre, ralentissement amplifié en fin d'année par la fermeture du pont du Larivot fin novembre 2009 qui a entraîné des contraintes d'approvisionnement en matériaux (sable, ciment), une réorganisation de l'activité et des coûts logistiques. Toutefois, les grandes structures ont pu bénéficier d'amortisseurs et d'une capacité d'absorption plus importante que les petites entités. Le volume de ciment vendu dans le département est resté bien en deçà de son niveau 2008, en repli de 17,2 % sur l'année. Toutefois, les anticipations de commandes publiques pour 2010 sont optimistes, portées notamment par les projets de construction de logements sociaux.

L'activité dans le **secteur touristique** a été particulièrement dynamique. Selon les professionnels du secteur, la demande s'est inscrite en forte croissance. Le taux d'occupation des hôtels a poursuivi un trend ascendant, atteignant 69 % en novembre 2009, soit 6 points de plus qu'un an auparavant. Le trafic annuel de passagers enregistré sur l'année (400 555 personnes) à l'aéroport de Rochambeau a progressé de 4 % sur un an (contre -0,9 % en moyenne sur les 4 dernières années). Le secteur doit cependant faire face à de nombreuses contraintes dont le manque de personnel qualifié et le manque de formation aux métiers du tourisme.

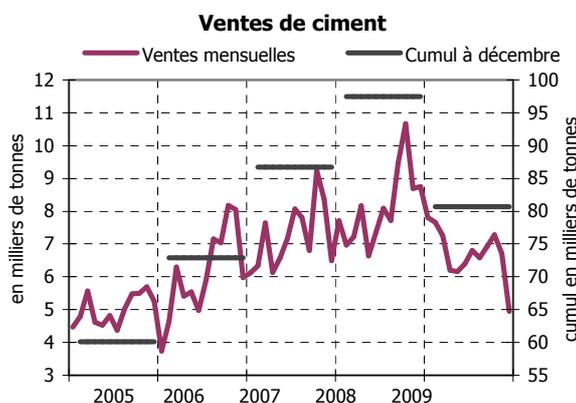
Le secteur **primaire**, et plus particulièrement la pêche et la riziculture, a de nouveau connu de sérieuses difficultés. L'activité des crevettiers a été touchée par des contraintes climatiques (refroidissement de la température des eaux, réduction de la salinité de l'eau) qui se sont traduites par une raréfaction et un problème d'accès à la ressource¹¹. Les prises de crevettes et de vivaneaux continuent ainsi de diminuer régulièrement en 2009, respectivement de 11,4 % et 9,9 % sur un an, après avoir atteint leurs plus hauts niveaux respectivement en 2003 et en 2007.¹²

Les filières traditionnelles agricoles ont enregistré des résultats plutôt favorables après une période de stagnation. Les abattages de bovins et de porcins ont progressé respectivement de 7,9 % et de 8,1 % en 2009.

Avec une évolution en dent de scie, le secteur rizicole a connu une activité déprimée, impactée de façon récurrente par les aléas climatiques et naturels (rongeurs). La production de riz récoltée en 2009¹³ a ainsi diminué de 6,9 % par rapport à l'an dernier avec la réduction de moitié du volume de la première tranche. Elle atteint au total sur l'année 9 035 tonnes.

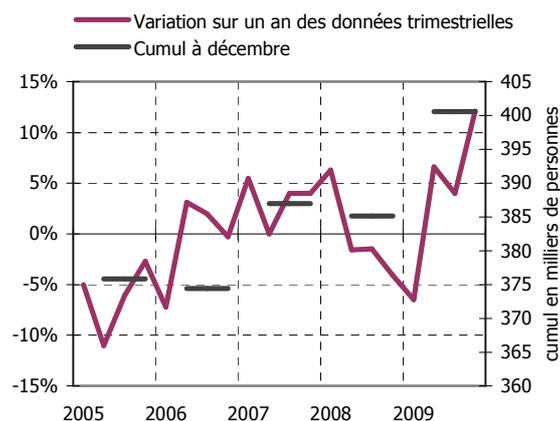
La production locale de rhum, concurrencée par le rhum martiniquais s'est améliorée sur un an : la campagne de rhum 2009-2010 (d'août à décembre) a été en hausse par rapport à celle de 2008-2009 (+38 %, 161 463 litres d'alcool pur), mais n'a pas atteint les niveaux obtenus lors de la précédente campagne 2006-2007 (-5 %).

Le **secteur aurifère**, potentiellement très porteur pour le département, se heurte à plusieurs problématiques d'ordre social, environnemental et politique. Tandis qu'en 2002, les volumes exportés se chiffraient à 9,6 tonnes d'or (incluant l'or en provenance de l'orpaillage clandestin), les quantités d'or échangées sont dorénavant très faibles : 1,2 tonnes en 2009 (soit -38,5 % sur un an). Le cours moyen de l'or a pour sa part fortement progressé en 2009, pour atteindre son plus haut niveau à fin décembre à 1 137,80 \$ l'once (+38,9 % sur un an). En parallèle, la pérennisation de l'opération Harpie (lutte contre l'orpaillage clandestin) a été annoncée début 2010. Une réflexion est également en cours sur la traçabilité de l'or, visant à informer le consommateur sur la provenance et les conditions d'extraction de ce métal, ainsi que sur la mise en place d'un schéma départemental d'orientation minier (SDOM).



Source : Ciments Guyanais

Trafic de passagers à l'aéroport de Rochambeau



Source : CCI (entrées + sorties + transit)

⁹ La part du secteur spatial dans le PIB de la Guyane est de l'ordre de 15 %, dont 10 % résulte d'effets indirects (activités générées par les sous traitants), 3 à 4 % d'effets directs (activités propres au spatial, donneurs d'ordres), et 2 % d'effets induits par l'ensemble des agents économiques.

¹⁰ Soit des satellites de télécommunications et d'observation.

¹¹ L'activité a été suspendue pendant 45 jours au 3^{ème} trimestre suite à la présence de crevettes trop proches des terres, en dehors du périmètre de collecte autorisé.

¹² En 2009, on recense 1 326 tonnes pour la pêche de crevettes (3 557 tonnes en 2003) et 1 204 tonnes pour les vivaneaux (1 446 tonnes en 2007).

¹³ 1^{ère} tranche : courant nov. - déc. et récolte courant avril ; 2nd tranche : courant mai - juin, et récolte courant septembre.

Le **secteur du bois** est resté dans une bonne dynamique de croissance depuis l'an dernier. Le volume cumulé de grumes sorties de forêt a progressé de 18,2 % sur l'année (+27,4 % en 2008 après -1,8 % en 2007 et -9 % en 2006).

II – L'activité des établissements de crédits continue de résister aux aléas financiers

Les effets de la crise économique et financière semblent progressivement s'atténuer pour laisser place à un retour timide et fragile de la croissance dans les principales économies mondiales. Après une fin de 1^{er} semestre difficile, les contraintes financières semblent se desserrer sur le département. On a toutefois pu assister à une modération dans la distribution du crédit en lien avec la situation conjoncturelle de l'économie. La croissance du produit net bancaire devrait ainsi s'essouffler sur 2009.

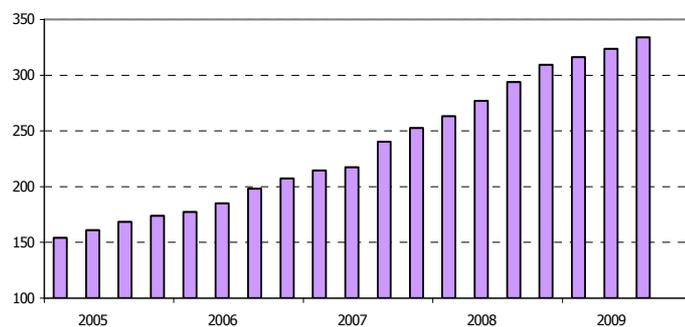
Tassement de la croissance des crédits relevé sur les passifs locaux

S'agissant de l'activité de distribution de crédits, l'encours accordé par l'ensemble des établissements de crédit atteint 2 128,5 millions d'euros au 30 septembre 2009. Son rythme de croissance connaît un léger tassement mais demeure soutenu (+7,5 % contre +8,8 % l'année passée).

Sur un an, la **place locale** relève un ralentissement significatif de la croissance de l'encours sain (+6,9 % contre +12,1 % en septembre 2008). Cette évolution s'explique par le repli des crédits à la consommation des ménages (-1,3 %) et des crédits d'exploitation aux entreprises (-16,2 %). Sur le marché des ménages, premiers bénéficiaires des concours accordés par les établissements installés localement (à 487 millions d'euros d'encours), le recours au crédit à l'habitat s'est poursuivi mais de façon moins soutenue (+ 13,7 % contre + 22,4 % en 2008). Sur le marché des entreprises, l'encours de crédit à l'investissement a conservé un rythme de progression dynamique (+14,6 % à fin septembre 2009).

Les concours octroyés aux collectivités locales (par l'ensemble des établissements financiers) progressent significativement sur un an (+31,1 % en septembre 2009), mais stagnent sur le 3^{ème} trimestre.

Crédits à l'habitat des ménages
(en millions d'€)



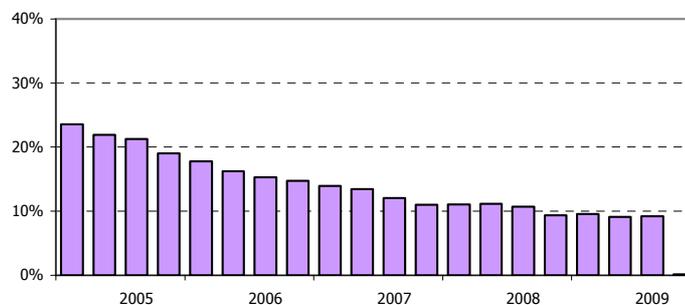
Source : IEDOM (encours des établissements de la place)

Poursuite de l'assainissement du portefeuille en 2009

Sans pratiquer de restriction en volume, les établissements de la place affichent une volonté de prudence dans leur politique de financement, particulièrement par un renforcement de la sélectivité des dossiers. Ainsi, on ne constate pas de dégradation de la sinistralité dans le département.

Le taux de créances douteuses brutes se stabilise à 9 %, contre 11 % en juin 2008 (9 % en Guadeloupe et 8,5 % en Martinique en septembre 2009). Le taux de provisionnement, s'établit à 75,5 % à fin septembre 2009 (-5,2 points sur un an).

Taux de créances douteuses



Source : IEDOM

Les dépôts à vue restent dynamiques

En septembre 2009, l'encours global des **actifs financiers** recensés en Guyane s'élève à 1 223,3 millions d'euros. Au regard des résultats du 3^{ème} trimestre 2008, qui reflétaient les premières inquiétudes de la crise financière, l'encours a affiché une progression annuelle de 8,7 % (contre + 4 % à fin septembre 2008), bénéficiant de la croissance des dépôts à vue (+13,5 %) et de l'assurance-vie (+21 %).

En raison de la baisse des taux d'intérêt à court terme, les agents économiques ont montré un moindre intérêt pour l'épargne liquide (qui représente 30 % des actifs). L'ouverture à la concurrence de la distribution du livret A en janvier 2009 aura néanmoins contribué à la progression de 8 % des encours sur un an à fin septembre 2009.